



Communiqué de presse :

Soutien au Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) de Saint-Brévin !

Le droit d'asile est un droit international inscrit dans la constitution qui protège ceux et celles dont la vie et la liberté sont menacées dans leur pays.

A ce titre la ville de Saint-Brévin répond, par le transfert d'un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile, avec humanité et solidarité, à des étranger·es venu·es trouver ici un apaisement et la possibilité d'une reconstruction sociale.

Il est inadmissible que la mairie et les collectifs Brévinois qui y sont favorables subissent des pressions et des attaques de la part d'opposant·es affilié·es à l'extrême droite.

Il est plus inadmissible encore, de voir que l'extrême droite appelle de manière ostensible, à enrayer l'installation de ce dispositif de solidarité et inonde le territoire brévinois et national, d'informations fausses, de raccourcis racistes et nauséabonds ne visant qu'à instaurer un climat insécuritaire totalement infondé.

En 2016 déjà, le centre initial avait fait l'objet de tirs de carabines, le 25 février dernier c'est un rassemblement de riverain·es hostiles au centre qui a tenté de faire oublier que depuis 7 ans et près de 400 migrant·es accueilli·es, aucun incident n'était à déplorer ; fin mars, le domicile du maire était la victime d'un incendie volontaire et ce dernier dénonçait l'abandon de l'état face aux menaces répétées dont il est le sujet.

Aujourd'hui c'est le sinistre parti Reconquête de Zemmour qui appelle à une manifestation « massive » le 29 avril prochain pour tenter de faire échouer le déménagement du CADA. Face à l'extrême droite et aux idées fascistes qui rampent et trouvent dans la loi Darmanin un écho sans précédent, face à une poussée de politique d'inhumanité incarnée par les partis du RN et Reconquête, face au mutisme de l'état quant à préserver le droit d'asile et défendre ceux et celles qui le mettent en place les organisations CGT, Solidaires et FSU s'opposent à la manifestation du 29 avril 2023 organisée par l'extrême droite et déplorent l'absence de réponse du préfet quant à la demande d'interdiction de cette manifestation, alors que leur précédente manifestation avait été caractérisée par des appels à prendre les armes contre les étrangers et des prières de rue.

En conséquence, nos organisations appellent à soutenir la mairie de Saint-Brévin et les collectifs pour le déménagement du CADA, en participant à l'initiative symbolique du collectif des brévinois attentifs et solidaires, samedi 29 avril, à 11 h, devant le futur CADA, allée des Pierres Couchées, ainsi qu'à participer à une contre-manifestation antifasciste le même jour à 13H00 place du marché à Saint-Brévin.

Nantes, le 25 avril 2023